



FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE KANAK ET SOCIALISTE

Le 10 septembre 2025

LECORNU LE MINISTRE DES COLONIES PAR EXCELLENCE

Nouvel épisode dans la saga de l'instabilité politique française qui s'est accentuée depuis les élections législatives de juillet 2025. Après avoir été débarqué par l'Assemblée nationale sur un vote de confiance pour la première fois de l'histoire de la 5^{ème} république, François Bayrou est remplacé illico-presto par Sébastien Lecornu.

L'ancien ministre des Armées est bien connu des Calédoniens et des forces politiques en présence. Après sa tentative du format Lepredour, son implication malsaine dans le conflit de l'usine du sud, son entêtement à maintenir le 3^{ème} référendum et ses envois de rafales dans le Pacifique en tant que ministre des armées, ces différentes prises de position vis à vis de notre pays ne sont pas sans conséquences.

Sans oublier, ses soutiens affichés aux campagnes législatives, Sébastien Lecornu a traduit dans les actes la partialité de l'Etat et a débuté les hostilités pour conduire le pays dans le chaos que l'on connaît, non sans connaissance de cause.

Il était présent sur les terres de Kanaky pour le résultat du 3^{ème} référendum, en pleine crise COVID. Il a voulu détourner les aspirations des indépendantistes et a affirmé « qu'en démocratie, les élections se tiennent à l'heure ».

A la tête du énième gouvernement français, sa nomination n'augure rien de positif pour l'avenir de notre pays puisque son accointance avec les radicaux loyalistes n'est plus à démontrer.

Fort de son expérience en sa qualité de ministre des armées, il est certain que la Nouvelle-Calédonie est un enjeu fort dans la vision militaire de la France.

Le FLNKS reste ouvert au dialogue et réaffirme que notre pays n'est pas un terrain de jeu pour les puissances occidentales.

Pour le FLNKS, le Premier Ministre devrait s'en tenir à ses propos et convoquer les élections provinciales qui devront se tenir au plus tard le 30 novembre 2025.

Alors que la France et surtout les Français suffoquent à cause des décisions de l'État Macron et que l'instabilité ambiante persiste, le FLNKS appelle le Premier ministre français à ne pas diluer l'avenir des Calédoniens dans le marasme français et à entendre les voix qui s'élèvent contre le projet d'accord de Bougival qui ne recueille pas le consensus nécessaire pour l'avenir du pays.

Pour le Bureau politique du FLNKS

M. Dominique FOCHI